

GE_GERICHTE ATAS/160/2015 vom 2. März 2015

GE Cour de justice, 2015-03-02, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATAS_160_2015

FR: GE_GERICHTE ATAS/160/2015 du 2 mars 2015

IT: GE_GERICHTE ATAS/160/2015 del 2 marzo 2015

Erwägungen

E. 1

Déclare le recours recevable. Au fond :

E. 2

L'admet partiellement.

E. 3

Annule la décision sur opposition du 26 novembre 2014 du Service des prestations complémentaires.

A/114/2015 - 3/3 -

E. 4

Donne acte au Service des prestations complémentaires de sa proposition du 9 février 2015.

E. 5

Donne acte à Monsieur A_____ de ce qu'il accepte la proposition du 9 février 2015.

E. 6

Dit que le droit aux prestations du recourant s'établit conformément aux nouveaux calculs de l'intimé.

E. 7

Dit que la procédure est gratuite.

E. 8

Informe les parties de ce qu'elles peuvent former recours contre le présent arrêt dans un délai de 30 jours dès sa notification auprès du Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 LUCERNE), par la voie du recours en matière de droit public (art. 82 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral, du 17 juin 2005 – LTF - RS 173.110) aux conditions de l'art. 95 LTF pour ce qui a trait aux prestations complémentaires fédérales, par la voie du recours constitutionnel subsidiaire (articles 113 ss LTF) aux conditions de l'art. 116 LTF pour ce qui a trait aux prestations complémentaires cantonales. Le mémoire de recours doit indiquer les conclusions, motifs et moyens de preuve et porter la signature du recourant ou de son mandataire; il doit être adressé au Tribunal fédéral par voie postale ou par voie électronique aux conditions de l'art. 42 LTF. Le présent arrêt et les pièces en possession du recourant, invoquées comme moyens de preuve, doivent être joints à l'envoi.

La greffière :

Irène PONCET

Le Président :

Mario-Dominique TORELLO Une copie conforme du présent arrêt est notifiée aux parties ainsi qu'à l'Office fédéral des assurances sociales par le greffe le

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.